Séance publique du 27 mars 2001

Délibération n° 2001-6501

commission principale : urbanisme, habitat et développement social

commune (s) : Fontaines sur Saône

objet : **ZAC "des Marronniers" - Avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement avec l'OPAC du Rhône**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des opérations - Urbanisme opérationnel

Le Conseil,

Vu le rapport du 13 mars 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par délibération en date du 23 janvier 1995, la communauté urbaine de Lyon s'est prononcée favorablement sur la création de la ZAC "des Marronniers" à Fontaines sur Saône.

La communauté urbaine de Lyon a décidé de confier la réalisation de cette opération à l'office publique d'aménagement et de construction (OPAC) du Rhône.

L'avenant n° 1 avait pour objet la fixation des différentes missions et des délais d'exécution de la phase de réalisation.

L'avenant n° 2 avait prorogé, jusqu'au 22 mars 2001, la convention publique d'aménagement.

Le quartier des Marronniers a fait l'objet d'une convention d'application du contrat de ville de l'agglomération lyonnaise le 19 février 1993.

Dans le cadre de la procédure de développement social urbain (DSU) et de la convention d'aménagement, les partenaires (Etat, Communauté urbaine, commune de Fontaines sur Saône, Conseil général, fonds d'action sociale et le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) se sont engagés à enrayer un certain nombre de dysfonctionnements urbains dans ce quartier et à répondre aux aspirations des habitants ; il s'agit, notamment, de requalifier l'habitat et les espaces extérieurs, de redynamiser la structure commerciale et d'assurer une meilleure desserte des transports en commun vers le centre-ville.

La zone d'aménagement concerté est le mode opérationnel retenu pour mener à bien ces objectifs. Il a été créé 400 mètres carrés de commerces le long du mail depuis l'avenue des Marronniers jusqu'à l'esplanade et réalisé un programme de 30 logements et commerces en rez-de-chaussée participant à la couture entre les résidences des Marronniers et les copropriétés, afin de répondre à la diversité des offres de logements sur le site et d'attirer une clientèle commerciale plus large.

Il reste à effectuer les remises d'ouvrage et à clôturer administrativement et financièrement cette opération.

Par ailleurs, la loi n° 200-1208 du 13 décembre 2000, dite loi de solidarité et de renouvellement urbain, prévoit les clauses devant être intégrées dans les conventions publiques d'aménagement, anciennement concessions d'aménagement.

C'est la raison pour laquelle la prorogation d'un an de la convention d'aménagement nécessaire à l'achèvement de la ZAC intègre ces nouvelles dispositions.

La rémunération complémentaire de l'aménageur au titre de l'année 2001 se répartit pour 90 000 F HT (13 720,41 €) de coût fonctionnel et 105 000 F HT (16 007,15 €) de coût opérationnel, le montant total de la rémunération de l'aménageur s'élève à 1 092 814 F HT (166 598,42 €).

Le bilan prévisionnel de fin d'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 12 243 110 F TTC (1 806 450,10 €) avec une participation de la Communauté urbaine d'un montant de 1 578 000 F TTC (240 564,55 €), qui sera versée en 2001 ;

Vu ledit avenant ;

Vu ses délibérations en date des 23 janvier, 27 septembre et 18 décembre 1995 ;

Vu la convention d'application du contrat de ville de l'agglomération lyonnaise en date du 19 février 1993 ;

Vu la loi n° 200-1208 en date du 13 décembre 2000 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Fontaines sur Saône en date du 23 mars 2001 ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Approuve l'avenant n° 3 prorogeant d'un an la convention publique d'aménagement.

2° - Arrête le montant de la rémunération de l'aménageur à 1 092 814 F TTC et le bilan prévisionnel à la somme de 12 243 110 F TTC (1 806 450,10 €) en dépenses et en recettes.

3° - Accepte le versement du solde négatif arrêté à 1 578 000 F TTC (240 564,55 €).

4° - La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine - exercice 2001 - compte 657 180 - fonction 824 - opération 0083.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,